

Roberto Scarpinato

Conférence
prononcée au MuCEM
le 11 juin 2015



Roberto Scarpinato



Le Triomphe de la mort

Traduit de l'italien par Anna Rizzello

**Conférence
prononcée au MuCEM
le 11 juin 2015**

Dans un palais de Palerme se trouve la peinture la plus célèbre de la ville : une gigantesque fresque murale datant de 1456 appelée *Le Triomphe de la mort*. Au centre est représenté un squelette monté sur un cheval blanc traversant la ville au galop et décochant des flèches qui sèment la mort. Au sol gisent, mortes ou moribondes, des personnes de différentes classes sociales : aristocrates, ecclésiastiques, marchands et gens du peuple. Plus que le témoignage d'un passé révolu, cette fresque pourrait être considérée comme un symbole de la ville qui, défiant le temps, parvient jusqu'à nos jours.

La peur de la mort, chevauchant les siècles et les générations, demeure en effet au cœur de la vie de la cité, où elle est devenue un thème constant et incontournable, qui a forgé la psychologie collective de différentes manières.

Lorsque je suis arrivé à Palerme pour la première fois, en 1989, afin d'entamer mon travail de magistrat antimafia, j'ai été accueilli par un collègue plus âgé qui m'a proposé de faire un tour en voiture « pour me présenter la ville ». J'ai accepté de bon gré, croyant partir à la découverte de monuments merveilleux et de superbes paysages. Mais j'ai immédiatement constaté que je me trompais.

Après quelques minutes, mon guide a arrêté la voiture dans la rue où — m'a-t-il expliqué — on avait assassiné le 3 septembre 1982 Carlo Alberto Dalla Chiesa, célèbre général des carabinieri, ainsi que sa jeune épouse et son chauffeur. Après avoir vaincu le terrorisme des Brigades rouges, il croyait pouvoir vaincre la mafia. Son travail en tant que préfet de Palerme n'avait duré que cent jours. Après sa mort, sur les lieux du massacre, quelqu'un avait déposé une pancarte qui disait : « Ici est mort l'espoir des Palermitains honnêtes ».

J'ai pensé qu'il s'agissait d'une digression, mais je me trompais. La deuxième étape nous menait sur les lieux où avait été tué Giuseppe Greco, chef du commando mafieux qui avait assassiné le général et qui avait déjà signé d'autres « meurtres de renom » sur ordre de la Commission, organe dirigeant de la mafia. C'était un chef mafieux célèbre pour sa valeur militaire, et il s'était rendu compte, après l'assassinat de Dalla Chiesa, que cet ordre reposait sur des motivations politiques éloignées des intérêts de l'organisation mafieuse. Il avait ainsi commencé à poser des questions afin de découvrir la véritable raison de cet assassinat. Peu de temps après, il avait été tué d'une balle dans la nuque par l'une des personnes en qui il avait le plus confiance, son bras droit Vincenzo Puccio, assassiné à son tour en 1989.

La visite — la « présentation de la ville » — continua ainsi pendant quelques heures. On m'a ensuite conduit dans la rue où, le 6 janvier 1980, avait été assassiné Piersanti Mattarella, président de la région : celui-ci avait osé entraver les affaires juteuses de certains mafieux et hommes politiques complices des mafieux. Avant son assassinat, conscient du danger, Mattarella s'était rendu à Rome pour demander une protection auprès des représentants de l'État et de son parti (la Démocratie chrétienne), dont il était un membre important. Au retour

de ce voyage, désespéré, il avait confié à sa secrétaire : « Si on me tue, ce sera à cause de ce voyage ». Quelques années plus tard, alors que je travaillais sur le procès du sénateur Giulio Andreotti, sept fois Premier ministre et vingt-six fois ministre, j'ai prouvé que ce dernier — qui représentait dans l'imaginaire collectif l'incarnation même de l'État — avait secrètement pris part, avec des hommes politiques mafieux et autres cols blancs de la mafia, à deux réunions avec les mafieux qui avaient assassiné Mattarella. Lors de la première réunion, on avait expliqué à Andreotti que Mattarella, à cause de son comportement, constituait un problème qu'il fallait résoudre. Lors de la seconde réunion, après l'assassinat, Andreotti avait exprimé son désaccord face à la solution radicale adoptée mais, par son silence, il avait protégé les assassins. Dans le jugement définitif qui a établi la complicité d'Andreotti avec la mafia jusqu'en 1980, les juges ont écrit qu'il avait ainsi contribué à accroître le sentiment de toute-puissance de la mafia, qui savait pouvoir compter sur la complicité du sommet de l'État et que cela lui avait permis de se sentir invincible. Pour revenir à ce jour de 1989 et à mon arrivée à Palerme, après cette visite sur les lieux de l'assassinat de Mattarella, j'ai parcouru une multitude d'autres lieux de mort, et à chaque étape mon guide me renseignait sur les modalités des meurtres et leurs dessous.

Un interminable chemin de croix, une sorte de *lectio magistralis* sur les liens pervers entre crime et pouvoir qui ont marqué l'histoire de la Sicile et de l'Italie.

À la fin de la journée, nous n'avions vu que 30 % des lieux à visiter.

La mort et la mémoire

Au fil des années suivantes, mes connaissances professionnelles et de l'existence s'étant enrichies, je me suis aperçu qu'il n'existait pas une place ni une rue qui n'ait été le théâtre d'attentats sanglants. Le spectre de la mort planait à chaque carrefour, à chaque coin de rue. Dans certains lieux, des plaques avaient été posées, rappelant les noms des nombreux représentants de l'État qui avaient été assassinés là (magistrats, policiers, carabinieri, élus du Parlement ou de la Région, etc.). Dans beaucoup d'autres lieux, les noms n'étaient pas gravés dans le marbre mais restaient néanmoins inscrits dans la mémoire collective. Dans la mémoire des familles et des amis des victimes. Dans la mémoire de ceux qui, parfois par dizaines, avaient assisté par hasard à un meurtre dans la rue, avaient vu la terreur dans les yeux de la victime puis assisté à ses ultimes convulsions. Dans la mémoire de tant d'enfants habitués au spectacle de la mort.

Sur les photos des journaux de l'époque et de la police scientifique, on voit parfois des enfants tentant de se frayer un chemin dans la foule de curieux amassée autour du cadavre encore chaud. Certains ont été photographiés en train de jouer sur les profils marqués à la craie dans la rue par la police, indiquant l'emplacement où se trouvait le cadavre. En Sicile, on apprend dès l'enfance à regarder la mort et la vie en face. On n'a pas le temps de s'attacher à ses propres illusions.

Les noms des victimes restent aussi gravés dans la mémoire des assassins, contraints de vivre avec leurs souvenirs. Les mafieux — surtout ceux de la vieille génération — ont un rapport sérieux à la mort, je dirais même « institutionnel ». Le meurtre n'est jamais un acte impulsif et ne peut être dicté par la rancœur personnelle. C'est un acte de violence auquel on a recours seulement s'il répond aux intérêts de l'organisation mafieuse. Pour cette raison, il doit être autorisé par les organes directifs supérieurs. Il existe deux niveaux décisionnaires. Le plus élevé est celui de la Commission, lorsque les victimes désignées sont des personnalités importantes de la société civile ou des mafieux ayant enfreint les règles internes. S'il s'agit d'homicides de rang inférieur, la décision revient aux chefs des divisions territoriales.

Les meurtres commis en dehors des normes établies entraînent pour leurs exécutants la peine capitale pour insubordination ou l'expulsion pour inaptitude à leur rôle. Au cours d'une enquête antimafia, nous avons, à l'aide de micros espions, écouté les « leçons de mafia » qu'un chef mafieux bourgeois, le docteur Giuseppe Guttadauro, célèbre chirurgien, dispensait à un jeune issu du peuple qui aspirait à faire carrière au sein de l'organisation. Le premier expliquait au second les règles rigides et les principes de l'organisation. Les chefs mafieux issus de la bourgeoisie ont été nombreux, dès les origines de l'histoire de la mafia, au point que celle-ci a été définie comme un mélange mortel de cerveau bourgeois et de bras armé prolétarien. C'est pour cette raison que la violence mafieuse n'est pas anomique, mais au service d'un ordre parallèle à l'ordre institutionnel. Et donc respectueuse des hiérarchies sociales existantes.

Gaetano Badalamenti, l'un des chefs les plus prestigieux de la mafia populaire, avait l'habitude de dire : « Nous ne pouvons pas faire la guerre à l'État », désignant par « État » les classes dirigeantes qui en occupent les positions stratégiques. C'est pourquoi on ne peut exercer la violence envers un représentant des classes supérieures sans mandat, autorisation, ou du moins sans le consentement des membres de la même classe. Dans ces cas-là, l'usage de la violence est autorisé ou sollicité au motif que la victime désignée, par son comportement, met en danger les intérêts du groupe social auquel elle appartient. L'homicide est donc considéré comme *extrema ratio*, une solution radicale adoptée uniquement lorsque les tentatives non violentes visant à convaincre la victime de se plier aux ordres ont échoué. Dans certains procès, il a été possible de retracer les différentes tentatives mises en œuvre pour faire rentrer la victime désignée dans le rang avant de la tuer, par des personnes proches dotées d'autorité et de légitimité. « Dieu sait que ce sont eux qui veulent se faire tuer » est la devise de nombreux cols blancs de la mafia, qui justifient ainsi l'inéluctabilité d'un meurtre, en en faisant porter la responsabilité par la victime elle-même qui n'a pas accepté les « bons conseils » de ses amis. La rationalité propre à la violence mafieuse, son rapport fonctionnel à l'ordre établi sont reconnus par les membres

de l'organisation, mais doivent aussi être compris par tous les citoyens : ils sont ainsi censés gérer de manière équilibrée leur rapport à la peur et apprendre à vivre dans la ville où le triomphe de la mort est continuellement mis en scène. Le message que l'on cherche à transmettre est le suivant : la mort ne te concerne pas et il ne faut pas en avoir peur si tu respectes les règles de l'organisation, « si tu écoutes les bons conseils des amis », « si tu ne t'occupes que de tes affaires, sans te mêler de celles des autres ». À Palerme, la peur n'est donc pas un élément perturbateur de l'ordre mais le résultat d'un ordre social qui repose sur elle.

La mort ne dérive pas d'un danger inconnu et imprévisible qui apparaît soudain dans votre vie. La mort, avant de vous ravir, vous parle, s'annonce, négocie, vous offre souvent une chance de survivre, à condition d'apprendre la grammaire et la syntaxe du pouvoir sur lequel est fondé l'ordre mafieux.

À l'arrivée de Salvatore Riina – un homme violent issu du peuple – au sommet de l'organisation mafieuse, on a vu s'ouvrir une parenthèse de décadence à l'intérieur du système mafieux, qui a duré jusqu'à son arrestation (1992). La démocratie interne où toute décision découlait d'une prudente médiation entre les chefs fût alors remplacée par la dictature d'un petit groupe de personnes imposant leur volonté par la terreur. Une fracture interne a eu lieu, qui s'est réduite après l'arrestation de Riina, lorsque les tenants de la stratégie de cohabitation avec l'État et de l'utilisation chirurgicale de la violence ont repris le pouvoir.

Vivre avec la peur de la mort

La mort a tenu le rôle principal dans la vie de la cité non seulement parce qu'elle a marqué son passé, mais aussi parce qu'elle a habité continuellement et souvent secrètement l'esprit et le cœur des vivants comme une menace constante, les obligeant à se mesurer au sentiment de la peur. Les morts qui ont marqué la vie de la cité ne peuvent jamais être archivées comme des histoires achevées. Chaque histoire déclenche un jeu de miroir, d'identifications, de projections, qui vous oblige à revivre la mort des autres comme une anticipation et une mise en scène de votre propre mort, dans un corps à corps au résultat incertain.

En d'autres lieux, la peur de la mort est un fait occasionnel provoqué par des événements particuliers : maladies, accidents, menaces ou agressions provenant de petits délinquants (des voleurs par exemple) ou de déséquilibrés. À Palerme, au contraire, la peur de la mort fait partie d'un apprentissage constant et commun de la vie. Dans un tel lieu, il est presque impossible de demeurer indemne. Tôt ou tard la réalité vous tombe dessus et vous oblige à vous mesurer à la peur. Si par exemple vous êtes un commerçant ou un entrepreneur, la mafia vous demandera de lui verser une partie de votre chiffre d'affaire, ou bien de blanchir de l'argent sale, ou encore de vous associer à des affaires illégales. À ce moment-là, vous devrez choisir : vous soumettre, devenant esclave et complice, ou vous rebeller et

vous adresser à la justice, acceptant le risque d'être tué et de renoncer à une vie normale. Vous devrez alors accepter de vivre pendant des années sous escorte, parfois de changer de ville et d'identité.

Durant cette tourmente, qui peut durer des mois, défilent dans votre esprit les histoires de tous ceux qui se sont trouvés avant vous face à ce choix dramatique : les histoires de ceux qui ont été tués, des résignés et des vaincus, de ceux qui sont devenus complices, de ceux qui ont trouvé la force de résister. La mort de l'autre vous a précédé et devient la mise en scène potentielle de votre propre mort. La peur devient votre compagne fidèle et les stratégies pour la dominer un apprentissage existentiel incontournable.

L'exemple cité est valable pour toutes les catégories sociales. Si vous êtes un homme politique ou un représentant des institutions, le pouvoir mafieux vous demandera d'intervenir pour l'aider dans ses affaires ou pour protéger ses membres. Dans tous les cas, on vous demandera d'être passif, inerte, de ne pas faire obstacle. Si vous refusez ou si vous faites entrave, vous risquez d'être tué, comme c'est arrivé à des hommes politiques de premier plan, le président de région Mattarella cité précédemment, ou Pio La Torre, secrétaire régional du parti communiste et d'autres encore. Ceux qui jouent les médiateurs sont souvent, dans ces cas-là, des personnages insoupçonnables : les cols blancs de la mafia, des gens de votre classe sociale, qui ont fréquenté les mêmes écoles que vous, qui fréquentent les meilleurs salons et qui, secrètement, sont des chefs de la mafia ou en sont complices pour des raisons de pouvoir ou d'argent.

Si vous êtes médecin, on vous demandera par exemple de pratiquer une consultation légale visant à déclarer que tel mafieux ne peut pas rester en prison, ou de falsifier une expertise garantissant l'impunité pour des assassins. Si vous ne le faites pas on vous tuera, comme c'est arrivé au docteur Paolo Giaccone, médecin légiste palermitain assassiné en 1992 pour avoir refusé de falsifier une expertise dactyloscopique, ce qui aurait évité à un mafieux la prison à vie.

Si vous êtes journaliste, vous pouvez écrire des articles se bornant à rendre compte de manière neutre des procès en cours, ou vous pouvez faire du journalisme d'investigation sur le terrain et dévoiler des histoires de corruption souvent ignorées par la justice elle-même. Et dès lors, vous savez que vous pouvez être assassiné, comme de nombreux autres journalistes : Cosimo Cristina, Giovanni Spampinato, Mauro de Mauro, Giuseppe Fava, Mario Francese, Giuseppe Alfano, Giuseppe Impastato, Mauro Rostagno et tant d'autres.

Si vous êtes hôtelier et que la police vous demande de mettre votre hôtel à sa disposition pour suivre des mafieux qui le fréquentent, vous devez choisir : refuser ou collaborer, en risquant alors d'être tué, comme Carmelo Ianni, propriétaire de l'hôtel Riva Smeralda, assassiné en 1980 pour avoir permis aux policiers de se déguiser en serveurs afin de mettre au jour les trafics de drogue de certains mafieux.

Si vous êtes curé, vous devez choisir : vous borner à faire votre messe le dimanche et prononcer des sermons empreints d'un amour abstrait pour son prochain et sur l'importance de la famille, ou bien sortir de l'enceinte protégée de votre paroisse, plonger dans la vie difficile du quartier, témoigner concrètement des valeurs de l'évangile en essayant d'arracher les jeunes à la mafia, prendre position contre la violence exercée sur les plus défavorisés. Et vous savez bien que pour cela vous serez condamné à mort, comme le père Pino Puglisi, tué le 15 septembre 1993.

Si vous êtes magistrat, vous êtes confronté à un choix : continuer à mener une existence tranquille, sans risque, en ne vous occupant que de procès ordinaires qui relèvent du code civil, ou vivre sous une menace constante de mort en instruisant des procès qui concernent la mafia, notamment ceux qui mettent en cause les chefs de l'organisation, les « homicides de renom » et les affaires financières. Avant de choisir, vous voyez défiler dans votre esprit la longue liste de tous les magistrats qui, avant vous, ayant fait ce choix, ont été tués. Vous vous souvenez de leur visage, des moments passés avec eux, de l'irruption soudaine ou de la lente approche de la mort qui a englouti leur existence. Vous en parlez à votre famille car vous savez bien qu'à partir de ce moment-là, votre épouse est une veuve en sursis et vos enfants des orphelins potentiels. Dans tous les cas, vous et votre famille devrez renoncer à une vie normale et accepter toutes les limites et les privations d'une vie sous escorte.

Certains n'ont pas pu franchir ce pas, ou ont fait marche arrière à cause des pressions et de la peur de leur famille. Dans certains cas, des enfants ou parents de magistrats antimafia sont tombés malades à cause de l'angoisse incessante dans laquelle ils étaient contraints de vivre.

Hormis celui d'être tués, les magistrats antimafia doivent vivre avec un autre risque : celui d'être attaqués, délégitimés, isolés et marginalisés par les réactions de personnages haut placés — du monde politique et des institutions —, mis en examen pour leurs rapports avec la mafia. Ceux-ci peuvent, via leurs relations, lancer des campagnes de discrédit dans la presse et intervenir de manière occulte pour tenter de dévier le cours de la justice. Il s'agit d'un risque constant et sérieux, comme nous l'avons appris par expérience directe. Des magistrats célèbres, comme Giovanni Falcone, ont été contraints de quitter leurs fonctions après avoir été délégitimés. D'autres ont dû se défendre d'accusations portées contre eux par voie de presse devant des commissions disciplinaires ou des tribunaux.

On peut citer d'autres exemples de ce rapport au danger et à la peur de la mort qui habite toutes les catégories sociales et professionnelles, depuis la base jusqu'au sommet de la pyramide sociale.

Même si vous n'êtes qu'un simple citoyen, la réalité peut vous contraindre à faire face à des choix dramatiques, à vivre avec la peur. Il peut arriver qu'en allant faire vos courses ou travailler, vous entendiez des coups de feu. Vous regardez

autour de vous et vous voyez des hommes armés en train de tirer sur quelqu'un. Votre regard peut alors croiser celui des assassins. Ils savent que vous les avez vus, mais leur regard vous signifie de manière impérative et claire : « Vous n'avez rien vu. Si vous racontez quoi que ce soit vous êtes mort. On peut vous atteindre partout. On saura attendre des années, s'il le faut. Et lorsque vous aurez le sentiment que le temps a passé et qu'on vous a oublié et épargné, il vous arrivera un jour d'être approché par quelqu'un qui tirera sur vous dans la rue, parce que nous n'oublions pas ». Dans ces moments-là, la réalité vous tombe dessus de toute sa force et menace de vous écraser. Vous devez choisir : soit vous vous éloignez rapidement du lieu du crime, soit vous racontez aux magistrats ce que vous avez vu et oubliez votre vie normale. Il m'est arrivé au cours de certaines enquêtes de m'occuper de meurtres de témoins, qui n'avaient pourtant relaté que des détails secondaires.

Aujourd'hui encore, à Palerme, on tue en plein jour devant des centaines de personnes sans qu'une seule accepte de témoigner. La capacité de la mafia à tuer quiconque a enfreint la loi du silence a imprégné la mémoire collective.

À ce propos je ne citerai qu'un seul cas. En 1973, un mafieux de rang inférieur, Leonardo Vitale, avait décidé de dévoiler à la police certains secrets de la mafia, indiquant les noms et les fonctions de ses membres les plus importants, dont Salvatore Riina, Giuseppe Calò, Rosario Riccobono et Vito Ciancimino. Bien que ses déclarations aient révélé des faits qui ne furent découverts que bien plus tard, on ne l'avait pas cru sur le moment et toutes les personnes qu'il avait accusées avaient été relâchées. Il fût le seul à être condamné, à dix ans de réclusion. Dans un hôpital-prison, car il était considéré comme fou. Deux mois après sa sortie, et bien que ses déclarations n'aient eu aucune conséquence concrète pour les mafieux, il fût assassiné à la sortie d'une église devant sa famille. Ce meurtre ne faisait pas office de représailles, mais il avait une fonction de communication symbolique. Par cette exécution ostentatoire, on entendait rappeler à tout le monde que la mort est inéluctable pour tous ceux qui violent la loi mafieuse et que si l'organisation avait attendu si longtemps, ce n'était pas par pitié à l'égard de la victime mais pour montrer que sa capacité impersonnelle de mémoire collective défait le temps. Cet exemple montre que certains meurtres n'ont pas de fins pratiques immédiates, mais qu'ils répondent à une fonction de communication symbolique directe : ils visent à garder bien vivant et à alimenter dans la communauté un sentiment de peur, un assujettissement psychique face à la puissance d'une organisation apte à se reproduire au fil du temps malgré l'arrestation et la condamnation de centaines de ses membres, et capable d'infliger la mort des dizaines d'années après les faits, comme un destin face auquel aucune échappatoire n'est possible. L'organisation et la régénération méthodique de la peur constituent l'essence même de la méthode mafieuse, et l'*instrumentum regni* au moyen duquel la mafia devient un centre de pouvoir.

La peur au sein du pouvoir

La peur chez les administrateurs de la peur

La peur n'habite pas seulement le monde des honnêtes gens, mais aussi le monde des mafieux. En effet, ils vivent continuellement dans la peur d'être tués à leur tour, pour de multiples raisons.

La première est liée au changement des équilibres du pouvoir au sein de l'organisation. Dans ce cas, les vainqueurs mettent en place des opérations d'extermination de leurs adversaires afin d'annuler leur capacité de réaction. Au cours de la dernière guerre interne à la mafia, suite à quoi le pouvoir a été pris par le groupe de Corleone, avec à sa tête Salvatore Riina, Bernardo Provenzano et Vito Ciancimino — leur conseiller politique également maire de Palerme —, plus de mille personnes ont été tuées en à peine deux ans (1981-1983). Les exécutions avaient souvent lieu en plein jour devant des centaines de passants. Les survivants ont été envoyés en exil à l'étranger. Après 1989, des dizaines de mafieux ont encore été assassinés car ils avaient organisé un putsch visant à renverser le pouvoir dictatorial de Salvatore Riina et à restaurer la démocratie au sein de l'organisation.

Le deuxième motif d'assassinat est dû à l'accusation, souvent fausse et dictée par un antagonisme interne, d'avoir violé les règles de l'organisation, d'avoir pris de l'argent dans la caisse commune ou d'être un indicateur de la police.

Le troisième motif est la critique des chefs de l'organisation, lors de confidences à des personnes dont on pensait à tort qu'elles étaient dignes de confiance.

Il y a eu aussi le cas de mafieux arrêtés qui se sont suicidés après avoir lu dans les actes judiciaires la retranscription de leurs conversations avec d'autres mafieux interceptées par la justice. Ils s'étaient rendus compte, en les lisant, que les paroles prononcées sous le sceau du secret allaient être connues de leurs chefs lors des procès. Ils savaient qu'il n'y aurait pas de pardon pour avoir violé les règles et utilisé des expressions irrespectueuses. Le suicide permet d'expier la faute tout en protégeant sa famille d'une probable vengeance.

Le quatrième résulte d'un jugement de non-fiabilité psychique émis par des membres de l'organisation. On a vu le cas d'un mafieux détenu assassiné uniquement parce qu'il avait manifesté des signes de souffrance psychique de type dépressif. Après une longue réflexion, il a été décidé de le supprimer car on redoutait que l'affaiblissement de sa capacité à se maîtriser puisse l'entraîner vers une collaboration avec la police et la magistrature.

Un cinquième motif d'assassinat est constitué par un lien de parenté avec des mafieux ayant décidé de collaborer avec la justice. Jusqu'à ce que l'État italien n'approuve la loi de 1991 concernant les collaborateurs de justice et les mesures nécessaires à assurer leur protection, la mafia a exterminé systématiquement les familles des mafieux qui avaient collaboré avec l'État. On a tué deux enfants, un frère, un beau-frère et un neveu du collaborateur Tommaso Buscetta.

Ainsi que la mère, une sœur et une tante du collaborateur Francesco Marino Mannoia. Au cours d'un colloque, ce dernier m'a confié qu'elles venaient le voir dans ses rêves, la nuit, et le regardaient en silence. Il interprétait cette présence muette comme un reproche à son encontre, celui d'être responsable de leur mort.

La peur de la mort au sein de l'organisation a déclenché une dynamique complexe. De nombreux mafieux ont décidé de collaborer avec la justice pour avoir la vie sauve. Dans certains cas, leur famille les a publiquement reniés, les traitant d'infâmes et de menteurs. Ce reniement de la famille vise parfois à se protéger de la vengeance de l'organisation, mais il naît souvent d'un authentique mépris. Les collaborateurs de justice doivent donc gérer une double peur : celle d'être tués physiquement et celle d'être tués socialement, répudiés et méprisés par leur groupe d'appartenance. J'ai assisté personnellement à des scènes où des mafieux devenus collaborateurs étaient insultés par leurs femmes et enfants, qui considéraient que leur honneur était sali par cette trahison.

Parfois, à cause de cette réaction de rejet, certains mafieux qui avaient commencé à collaborer ont fait marche arrière. La peur d'être désavoués par leur milieu a été plus forte que la peur d'être condamnés à la prison à vie. Il y a eu aussi le cas dramatique d'une jeune fille de dix-sept ans, Rita Atria, fille et sœur de mafieux, qui avait commencé à collaborer avec le magistrat Paolo Borsellino en lui avouant les crimes et les faits en sa connaissance. Pour cette raison, elle avait été reniée par sa mère et toute sa famille. Malgré cela, Rita avait résisté à la pression, s'en remettant totalement à Paolo Borsellino car elle voyait en lui — en son extraordinaire humanité — non seulement un magistrat mais presque un père, le symbole d'un État mettant sa force tranquille au service des plus fragiles dans un monde injuste et violent. Quand Borsellino a été assassiné le 19 juillet 1992, Rita s'est sentie perdue et seule au monde. Elle a écrit dans son journal : « Avant de combattre la mafia, il faut faire son propre examen de conscience et puis, une fois qu'on a battu la mafia qui est en nous, on peut combattre la mafia qui est autour de nous. La mafia c'est nous et la mauvaise manière de nous conduire. Borsellino, tu es mort pour ce en quoi tu croyais, mais moi je suis morte sans toi. » Une semaine après, Rita s'est tuée en se jetant du septième étage de l'immeuble où elle vivait, sous protection, à Rome. Après sa mort, sa mère s'est rendue sur sa tombe et l'a profanée à coups de marteau, pour afficher son mépris.

Stratégies de gestion de la peur

On sait que la peur joue historiquement un rôle central dans la psychanalyse. La manifestation et l'organisation de la peur, dans ses formes banales et pathologiques, est le fil rouge de toute existence. L'histoire de chaque individu peut être racontée en observant la manière dont il réagit, interagit et négocie avec ses peurs, dès sa naissance et tout au long de sa vie.

La peur ne marque pas seulement l'existence individuelle mais aussi la vie

sociale. Au fond, cela a été observé, toute culture peut être décodée comme un ingénieux mécanisme qui rend la vie vivable malgré la conscience et la peur de la mort.

Ceci est d'autant plus vrai en Sicile où, pour les raisons précédemment évoquées, la peur sous sa forme la plus radicale — la peur de la mort — a tenu un rôle primordial dans la vie collective : cette importance a entraîné le développement de stratégies culturelles et de mécanismes de défense intégrés dès l'enfance à travers l'éducation, l'observation des autres et l'expérience directe.

Un premier indice significatif de l'influence exercée par la peur sur la psyché collective et sur le sentiment d'insécurité qui en découle apparaît sur le plan linguistique. Dans la tradition orale du dialecte sicilien, les verbes ne se conjuguent pas au futur. On ne dit pas par exemple : « Je ferai », ni « je partirai », mais on utilise le conditionnel : « Je devrais faire, je devrais partir ». Ce « je devrais » montre l'impossibilité de faire des plans pour l'avenir, l'intériorisation inconsciente de dangers toujours imminents ou de volontés supérieures aptes à faire échouer tout projet.

Pour la même raison, l'espoir — qui implique un pari confiant dans l'avenir — est un sentiment peu fréquenté. Puisque l'enjeu est la vie ou la mort, on ne fait pas confiance aux ressources incertaines de l'espoir, mais aux solides certitudes de la raison. Le sicilien ne fait pas de pari, il calcule et planifie. Sa survie résulte de sa capacité à examiner jour après jour et sans arrêt chaque détail lui permettant de déchiffrer en temps réel le moindre changement, l'anomalie la plus imperceptible indiquant un danger ou le commencement d'une modification des rapports de force. Penser en Sicile — penser et comprendre avant et mieux que les autres — n'est pas un luxe mais une nécessité afin d'éviter que ce que vous n'avez pas compris à temps ne vous tombe dessus à l'improviste, comme survient une embuscade, et ne vous trouve sans défense. En arrivant à Palerme, en 1989, je constatai avec étonnement que Giovanni Falcone, le magistrat pionnier de la lutte contre la mafia (assassiné le 23 mai 1992 avec son épouse et son escorte), gardait dans son bureau une télévision allumée sur laquelle le télétexte défilait en permanence. Parfois, alors qu'une nouvelle apparemment sans relation avec son travail de juge s'affichait à l'écran, il devenait songeur. Comme s'il fallait déchiffrer dans l'instant tout événement — une nouvelle société cotée en bourse, la nomination d'un ministre — pour en saisir le code secret et calculer l'éventuel enchaînement de ses répercussions à l'échelle globale.

Comprendre où et comment se déplaçait le pouvoir réel du pays, c'était comprendre où et comment il fallait se déplacer à son tour pour éviter d'avancer en terrain miné ou d'être pris au dépourvu. Cet impératif de surveillance des faits à trois cents soixante degrés, ininterrompu et hypertrophique, cette capacité de l'esprit à ne rien négliger et à tout relier, est une stratégie de survie également partagée par les mafieux.

Exposés en permanence au risque d'être trahis ou tués, en étant parfaitement conscients, ils surveillent subtilement et en continu leur habitat et leur environnement, attentifs à chaque détail, y compris ceux qui dans la vie courante peuvent paraître anodins. Un seul exemple : au cours d'une conversation, il peut arriver que votre interlocuteur vous interrompe. Personne n'y prête attention. Mais si un chef mafieux est brusquement interrompu par un subordonné, c'est le signe que l'organisation l'a secrètement déclassé et qu'elle se prépare à l'éliminer. Si quelqu'un vous manque de respect en vous coupant la parole devant tout le monde, il n'y a que deux explications possibles : le responsable a agi à titre personnel et n'a pas su se maîtriser (ce qui le rend déjà dangereux) ou bien il sait pouvoir compter sur les autres lorsqu'il ose ainsi ce qui auparavant ne pouvait pas l'être. L'examen réciproque des expressions du visage et du langage du corps est aussi essentiel. Lors d'une réunion, un rapide regard entendu entre deux chefs apparemment en désaccord peut indiquer une nouvelle alliance secrète qui fait basculer les rapports de force, mettant ainsi en danger la vie d'un troisième chef : s'il aura su saisir ce regard, il commencera alors à avoir peur et pensera à ce qu'il doit faire pour se mettre en sûreté. Puisque l'examen de chaque détail du comportement est une pratique constante, la maîtrise du langage, du regard, de la position du corps et l'art de la dissimulation et de la simulation font partie intégrante des techniques de survie.

Parfois, pour tromper la capacité d'observation des futures victimes et leurs éventuelles réactions, on met en scène des rencontres conviviales, paisibles, durant lesquelles on partage un repas, on plaisante, on évoque le passé, si bien que dans ce climat de confiance la victime se sent en sécurité, toute l'assemblée s'employant à la rassurer. C'est seulement à la fin du repas, comme lors d'une cérémonie d'adieu, que la victime est immobilisée puis étranglée, tandis que les autres convives prennent congé d'elle, certains regrettant même d'avoir été contraints à une solution si radicale. Une invitation à un dîner, si elle est précédée de signes contradictoires, peut donc se révéler un rendez-vous avec la mort. Salvatore Cancemi — un chef mafieux —, convié à un repas de ce type le 22 juillet 1993, avait pressenti qu'il allait être tué et s'était rendu aux carabinieri au lieu de se rendre au rendez-vous. Seule sa capacité à interpréter et à déchiffrer certains détails lui avait permis d'avoir la vie sauve.

Dans d'autres cas, afin de leurrer une victime déjà soupçonneuse et circonspecte, on a confié l'ordre de son assassinat à sa famille ou à des personnes bénéficiant de sa confiance. Saisir la moindre dissonance entre la cordialité des mots et les expressions du visage de l'insoupçonnable tueur est une question d'instant. Si vous êtes distrait, si vous n'êtes pas entraîné, vous êtes un homme mort.

Tommaso Buscetta — un des mafieux les plus célèbres devenu ensuite collaborateur de justice — m'a dit un jour que le vrai mafieux traditionnel est une catégorie d'être humain issue d'un rigoureux processus de sélection naturelle

dans la lutte pour la survie. Un spécialiste des rapports humains capable d'évaluer un inconnu dès son entrée dans une pièce et de saisir les plus infimes vibrations de l'esprit chez ses interlocuteurs habituels. Dans ce jeu sophistiqué de simulation et de dissimulation, dans cet éternel manège de masques derrière lesquels peut se cacher le visage de la mort, il n'y a pas de place pour les dilettantes et les amateurs.

Peur et langage

Le strict contrôle de l'usage de la parole et de la communication constitue également une stratégie culturelle contre le danger et la peur de la mort.

L'expérience montre qu'en Sicile, un usage incontrôlé ou peu prudent des mots peut être source de danger et cause de nombreux homicides. Beaucoup ont été tués pour avoir confié de dangereux secrets ou exprimé des opinions négatives sur un tiers à des personnes qui ont par la suite trahi leur confiance en rapportant ces propos aux intéressés. Cela est arrivé à de simples citoyens et à des représentants des institutions ayant fait confiance à des individus complices de la mafia, mais aussi à des membres de la mafia elle-même.

Salvatore Riina, chef de la mafia militaire, avait tissé un réseau très dense d'espions qui trompaient la confiance d'autres mafieux et le renseignaient sur les accords secrets ou les jugements défavorables de ceux-ci à son égard. Suite à cela, de nombreux meurtres ont été commis. À partir de telles expériences, la sagesse populaire a tiré une devise : « La meilleure parole est celle que l'on ne prononce pas ». Il arrive qu'on se fasse tuer parce qu'on s'est laissé distraire, parce que les mots qu'on a prononcés sont tombés dans des oreilles indiscretes. Pour cette raison, Gaetano Costa, procureur de la République, et Rocco Chinnici, chef du bureau d'instruction du Tribunal de Palerme (assassinés le 6 août 1980 et le 29 juillet 1983), craignant d'être écoutés lorsqu'ils avaient à discuter d'enquêtes sensibles, s'enfermaient dans l'ascenseur du Palais de justice, montant et descendant les étages tant que leur conversation n'était pas terminée. Il est non seulement dangereux de trop parler, mais le simple fait de montrer sa curiosité en posant des questions sur des sujets délicats ou destinés à rester secrets peut aussi vous mettre en danger de mort. Je l'ai évoqué précédemment, le chef mafieux Giuseppe Greco a été tué pour avoir posé des questions indiscretes sur les véritables motivations de l'assassinat de Dalla Chiesa, ne trouvant pas satisfaisantes les explications qu'on lui avait fournies.

En raison de ces dangers liés à un usage imprudent de la parole, la communication se trouve réduite à l'essentiel et n'est jamais directe ni explicite, mais presque toujours codée, à la limite entre le dit et le non-dit. L'interlocuteur doit saisir le sens du discours à partir de simples allusions et des expressions du visage. À ce propos, une autre maxime populaire dit : « Au cheval de race il suffit d'une légère pression des éperons pour comprendre le chemin qu'il lui faut

parcourir en vitesse». Ce qui signifie qu'un homme intelligent n'aura besoin que d'une brève allusion pour saisir rapidement le sens d'un discours complexe.

Grâce à cet usage habile de la communication, le mafieux peut gérer le dosage de la peur chez sa future victime, formulant des menaces graves sous l'apparence de phrases inoffensives, voire gratifiantes.

Un exemple. Mettons qu'on assiste à une conversation paisible entre deux messieurs, le premier disant à l'autre : « Félicitations, votre fille est une perle. Je l'ai vue hier qui sortait de l'école. C'est une belle fille et on m'a dit qu'elle travaillait bien aussi. Les enfants, mon cher, c'est le plus important, et dans la vie il faut penser à leur avenir ». Si cette conversation se tient à Paris, il s'agit d'un banal échange entre deux connaissances. Mais si elle se déroule à Palerme, et si le premier homme est un mafieux et le second un entrepreneur qui refuse de payer ce qu'on lui demande, la conversation a une tout autre signification : « J'ai vu votre fille, je sais quelle école elle fréquente, si vous ne payez pas on la tuera ». Comprendre et déchiffrer le sens implicite de la communication verbale fait donc partie du manuel de survie pour gérer le risque de mort.

Le langage muet

Parfois la communication est cantonnée au silence, à la façon de se tenir, au regard. Ne pas comprendre le sens de certains silences peut s'avérer très dangereux. Voici à ce propos un épisode raconté par Giovanni Falcone.

Pierre est en train de se garer sur la seule place libre de la rue lorsque Paul arrive et sans crier gare s'approprie cette place. Pierre descend et commence à s'en prendre à Paul. Ce dernier, malgré les cris et les insultes de l'autre, ne dit pas un mot, sort de sa voiture et s'éloigne avec une extrême lenteur. C'est à ce moment que Pierre commence à avoir peur et se tait. Il a déchiffré ce que le silence de Paul et l'extrême lenteur de sa démarche signifient. Le sens implicite est le suivant : « Je me tais car je fais comme si tu n'existais pas, comme si je n'avais pas entendu tes insultes et je m'éloigne. Parce que je suis un mafieux et que si je devais réagir à ton manque de respect je devrais te tuer tout de suite ou dans les prochains jours. Ta seule chance de survie est de te taire immédiatement, encore un mot et tu es mort ».

Voilà un exemple où la vie et la mort se jouent en quelques secondes et en fonction d'un décodage exact du silence. Si Pierre n'avait pas compris, ou s'il avait tardé à comprendre, s'il n'avait pas eu peur, il aurait été tué. D'autres n'ont pas eu cette capacité de lecture, ces réflexes rapides et ont été assassinés pour des raisons similaires.

De l'individuel au collectif

La progressive mutation des stratégies de gestion de la peur après les massacres de 1992

Les stratégies examinées ont toutes une limite importante : la gestion du rapport à la peur et au danger repose sur les ressources individuelles de chacun, ce qui souligne le manque de confiance des citoyens envers l'État, c'est-à-dire envers une autorité nationale supérieure qui détient le monopole légitime de la violence et qui est à même d'assurer le respect de la loi et de protéger les citoyens face aux pouvoirs privés illégaux. Ce manque de confiance est dû à l'expérience négative que les Siciliens entretiennent depuis des siècles avec le pouvoir public. Ce pouvoir, jusqu'au début du XX^e siècle, était incarné par une caste d'aristocrates et de notables qui détenaient à eux seuls 90 % de la richesse sociale et qui exerçaient leur pouvoir de façon despotique. La loi était donc perçue comme la voix du patron et l'État paraissait fort avec les faibles et faible avec les forts. Après l'établissement de l'État républicain et de la démocratie, ce manque de confiance s'est prolongé car le pouvoir public était trop souvent représenté par des hommes politiques et des institutions que tout le monde savait être complices de la mafia ou consentir passivement à ses agissements.

L'État, donc, demeurait absent et n'était pas digne de confiance. Le peuple était ainsi comme orphelin, résigné à l'absence de l'État, métaphore du père porteur d'autorité et digne de confiance, projection collective des instances individuelles du moi et du surmoi. Cet état de choses a commencé à changer dans les années 1980 lorsque, la situation politique ayant évolué, la magistrature a pu mener un travail de pointe qui aboutit au maxi-procès, au cours duquel 450 mafieux ont été jugés tandis que tous les chefs mafieux furent définitivement condamnés en janvier 1992. Le mythe de la puissance mafieuse a ainsi été vigoureusement brisé et on a assisté à une lente croissance de la confiance en l'État, qui n'était plus incarné par des hommes politiques corrompus et complices de la mafia, mais par des magistrats héroïques comme Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. Grâce à un travail d'enquête extraordinaire et novateur, et au péril de leur vie, ils avaient réussi dans cette extraordinaire entreprise qui semblait jusqu'alors impossible. Afin de rétablir dans l'imaginaire collectif le mythe brisé de sa puissance, le système de pouvoir mafieux a attaqué frontalement ces nouveaux symboles positifs de l'État par deux attentats spectaculaires réalisés au moyen de centaines de kilos d'explosifs et qui ont tué, le 23 mai et le 19 juillet 1992, Giovanni Falcone et Paolo Borsellino ainsi que les hommes de leur escorte.

C'est à ce moment-là que le peuple, privé durant des siècles d'un État-Père et replié sur lui-même, a envahi les places et les rues, demandant à l'État d'intervenir de toute sa force. Des milliers de personnes ont crié leur mépris aux hommes politiques complices de la mafia et à ceux qui s'étaient montrés faibles et incapables. On les a empêchés de participer aux funérailles des magistrats

assassinés et certains ont même été contraints de quitter les églises par des portes dérobées pour éviter d'être agressés par la foule. Des milliers de personnes ont fait cercle autour du président de la République venu à Palerme pour assister aux funérailles, l'accusant d'être le symbole d'un État incapable de protéger les meilleurs de ses hommes, les abandonnant presque à leur destin funeste. Cette même foule a entouré le Palais de justice et nous a demandé, à nous, les magistrats survivants et destinés à être les prochaines victimes, de rester à nos places et de continuer le combat. La force explosive du collectif, qui telle une rivière souterraine ayant longtemps cheminé dans les sous-sols de l'Histoire remontait enfin à la surface et rompait les digues, a déclenché un cercle vertueux entre l'État et la société civile qui ne s'est jamais arrêté depuis, même en 1993, quand le système de pouvoir mafieux a attaqué à nouveau l'État lors des attentats de Milan et Florence, tuant des citoyens sans défense et semant la terreur dans le pays afin de contraindre l'État à se plier aux demandes d'impunité de l'organisation. On a ainsi assisté à une extraordinaire transition culturelle : des stratégies de survie résignées et régressives de type individualiste et défensif, on est passé à une nouvelle stratégie de sortie du tunnel de la peur misant sur le collectif et basée, d'un côté, sur le rétablissement de la force étatique et le soutien populaire à l'action de la police et de la magistrature, et, de l'autre, sur la construction d'un réseau dense d'associations antimafia et la diffusion permanente dans les écoles d'une culture antimafieuse.

Depuis 1992, la société civile a créé de nombreuses associations antiracket et antimafia dont le but est de soutenir et de renforcer sur le plan psychologique et culturel les entrepreneurs et les acteurs économiques qui refusent de se plier aux exigences de la mafia. Dans les procès mettant en cause des mafieux, ces associations se portent partie civile aux côtés des victimes et avec elles les Conseils régionaux et communaux.

L'héroïsation populaire des magistrats antimafia assassinés constitue également une stratégie culturelle collective pour empêcher le triomphe de la peur et de la mort. Ainsi ancrés dans la mémoire collective, les héros ne disparaissent pas mais continuent à habiter le monde en tant que figures positives de référence, triomphant de l'anéantissement issu de l'oubli.

Conclusion

La leçon de Palerme

Pour les raisons évoquées précédemment, on comprend que la peur engendrée par la mafia n'est pas comparable à celle qui est générée par d'autres organisations criminelles composées de délinquants de droit commun, souvent d'un niveau social et culturel modeste, recherchant uniquement le profit.

La mafia est et a été beaucoup plus que ça. Un système de pouvoir ramifié et traversant toutes les classes sociales, non pas antagoniste mais parallèle au

pouvoir de l'État, avec une organisation interne hiérarchisée et qui administre adroitement la violence et la peur afin d'imposer son hégémonie et son ordre dans l'arène politique et économique. On pourrait parler d'une pathologie, d'une dérive criminelle de la libido du pouvoir. En effet, l'association mafieuse ne se limite pas à commettre des crimes mais vise surtout à conquérir le pouvoir politique et économique, ceci grâce à une savante alchimie de moyens légaux et illégaux.

Cette spécificité de l'association mafieuse, qui constitue son essence et qui explique son imbrication historique avec le pouvoir économique et politique, est également soulignée par le code pénal, qui la définit ainsi à l'article 416 bis : « L'association est de type mafieux dès lors que ses membres profitent de la force d'intimidation du lien associatif, et de la condition d'assujettissement et d'*omertà* qui en découle pour commettre des crimes et délits, pour acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou du moins le contrôle d'activités économiques, de concessions, d'autorisations, d'appels d'offres et de services publics, ou bien pour réaliser des profits ou tirer des avantages injustes à son propre profit ou au profit d'autres personnes, ou encore pour empêcher ou entraver le libre exercice du vote, en se procurant des voix pour soi ou pour d'autres candidats à l'occasion des consultations électorales. »

Il est important de souligner que pour se rendre coupable du délit d'association mafieuse il n'est pas nécessaire que l'individu ait commis des actes de violence. Dans la majorité des cas il n'en a pas besoin. En adhérant à l'association mafieuse, il profite en effet de la capacité de celle-ci à engendrer la peur dans la population, capacité que l'association a construite au fil du temps et qui représente un solide capital social. La puissance permanente du collectif criminel et sa capacité d'intimidation sont des outils influents à la disposition de chacun de ses membres.

Au cours de ma personnelle et longue expérience professionnelle, j'ai connu des milliers de mafieux et j'ai pu constater que la plupart d'entre eux est davantage attirée par le pouvoir que par la richesse : par le désir d'un pouvoir personnel de vie et de mort sur les autres, qui se suffit à lui-même et donne du sens à une vie autrement considérée comme vide dans une société où l'on doit dominer ou être dominé. Bien plus que la mort physique, les mafieux des milieux populaires redoutent le plus souvent d'être *morts dans la vie, morts dans l'œuf*, c'est-à-dire dès la naissance. Peur de traverser l'existence en étant « personne mélangée avec rien », une expression sicilienne qui indique un destin marqué par l'anonymat et l'invisibilité sociale, qui vous rend presque transparent et invisible aux yeux des autres, comme si vous n'existiez pas et n'habitez pas l'espace commun. Conquérir le respect des autres, devenir un « homme de respect », comme les mafieux aiment à se définir, a été et est encore la raison pour laquelle ils sont si nombreux à entrer dans cette organisation qui, comme par magie, transforme l'impuissance

de l'individu en toute puissance du collectif avec lequel il se confond. En adhérant à l'association, vous n'êtes plus « personne mélangé avec rien », vous devenez « *Cosa nostra* », vous faites partie de ceux qui ne sont pas dominés mais qui dominent.

La mafia étant une structure de pouvoir complexe, la conquête et la gestion du pouvoir font partie de sa politique culturelle depuis toujours : elle a ainsi alimenté le mythe des « hommes d'honneur », soucieux de garantir l'ordre, de pratiquer une justice parallèle à la justice légale et de gérer le pouvoir politique et économique de façon à ce que les bénéfices soient redistribués socialement. Cette politique culturelle, mystification totale de la réalité, a rencontré un énorme succès jusqu'aux années 1980, et a aussi trouvé une légitimation dans certains romans et des films à succès qui ont fourni à l'opinion publique une version édulcorée et presque romantique du mafieux comme étant un « homme d'ordre ».

Le caractère transversal de la structure de la mafia, traversant les différentes classes sociales, a toujours été nié ou refoulé par le système culturel officiel, bien que cette réalité ait été soulignée dès la fin du XIX^e siècle par de prestigieux historiens. On sait d'ailleurs que la construction du savoir social n'est jamais innocente et qu'elle constitue l'un des fronts déterminants sur lesquels se joue la bataille pour le pouvoir. Jusqu'aux années 1980, intellectuels et personnalités importantes de la classe dirigeante ont nié l'existence même de la mafia en tant qu'organisation criminelle, ou en ont donné parfois une image positive.

À titre d'exemple, dans une revue juridique de 1956, le Procureur général auprès de la Cour de cassation, c'est-à-dire le sommet de la magistrature debout, félicitait publiquement don Calogero Vizzini, le nouveau chef de la mafia ayant succédé au précédent, décédé de mort naturelle, et écrivait précisément ceci :

« On a dit que la mafia méprisait la police et la magistrature. C'est inexact. La mafia a toujours respecté la magistrature, la justice, et s'est inclinée face aux sentences sans entraver le travail du juge. Dans la répression des bandits et des hors-la-loi [...] elle a même soutenu les forces de l'ordre [...]. On parle aujourd'hui d'un successeur désigné aux fonctions qu'occupaient don Calogero Vizzini au sein de l'association secrète. Puisse son œuvre se diriger sur la voie du respect des lois de l'État et du progrès social de la collectivité. »

L'hétérogénéité sociale de la mafia, son organisation interne unitaire, le fait qu'elle constitue une structure complexe de pouvoir occulte, tout cela a été dévoilé définitivement après les attentats de 1992-93, quand, suite à l'effondrement de la première République et au changement des équilibres politiques, des centaines de procès ont eu lieu. Ils ont permis de condamner, pour appartenance organique à la mafia ou pour complicité, des centaines de cols blancs au sommet de la pyramide sociale ainsi que de hauts représentants du monde politique et des institutions : une foule d'entrepreneurs célèbres, membres des professions libérales (médecins, architectes, professeurs, avocats, *etc.*) ou encore de sénateurs,

élus nationaux et régionaux, premiers ministres, maires, députés, dirigeants de la police et chefs de services secrets.

Grâce aux révélations des collaborateurs de justice, aux ressources offertes par les écoutes téléphoniques et à la confiance retrouvée des citoyens dans la capacité de l'État à réagir, on a vu émerger la face cachée de la planète mafieuse : des milliers de cols blancs qui, usant de leur pouvoir et de leur position sociale, ont alimenté l'impunité de la mafia. Sans la complicité ni la protection de la bourgeoisie, la composante populaire de la mafia, constituée par les spécialistes de la violence matérielle comme Salvatore Riina, aurait été enrayée en quelques décennies par la force de l'État.

Les procès, en plus d'avoir permis des condamnations individuelles, ont ainsi joué un rôle de dévoilement collectif d'une vérité refoulée à cause de son « inquiétante familiarité » au sens freudien (*Das Unheimliche*). C'est-à-dire qu'ils ont montré que l'origine de la mafia ne se trouve pas seulement « en dehors de nous » mais aussi « parmi nous ». On ne peut pas la projeter, de façon cathartique, sur certains chefs mafieux et sa composante populaire : son origine réside dans les responsabilités sociales et politiques internes à la classe dirigeante.

Les procès ont montré que les assassins n'ont pas forcément les visages pro-létaires des exécutants matériels, de ceux qui ont eu les mains tâchées de sang sur les lieux du crime. Les assassins et leurs complices ont aussi les visages lisses et les traits fins d'individus insoupçonnables, qui sont souvent les plus cruels. Parce qu'ils possèdent les ressources culturelles et les moyens sociaux leur permettant d'édifier, sur la peur collective, les piliers d'un pouvoir personnel qui révèle, derrière son masque respectable, les traits d'une volonté de puissance diabolique. L'histoire de Palerme, comme l'avait pressenti le grand écrivain sicilien Leonardo Sciascia, n'est donc pas une histoire de boucherie criminelle de bas étage, dans une île lointaine à la périphérie de l'Europe.

C'est plutôt une métaphore, une *lectio magistralis* de valeur universelle sur le pouvoir et les pathologies d'un pouvoir qui n'accepte ni les contraintes ni les limites de la démocratie.